



La France en guerre

1. Une guerre initialement envisagée comme un conflit du XIX^e siècle (1914)

Depuis la crise diplomatique suite à l'assassinat à Sarajevo, le 28 juin 1914, de l'archiduc François-Ferdinand, héritier de la couronne impériale d'Autriche-Hongrie, l'engrenage vers une guerre européenne était lancé : la France mobilisa dès le 1^{er} août.

En août 1914, les Français partirent, pensent-ils, pour quelques semaines de guerre, envisageant une série de batailles comme elles avaient pu avoir lieu une quarantaine d'années auparavant. Le plan initial était de déployer une offensive sur la frontière franco-allemande, pour aller jusqu'au Rhin. Mais, les troupes allemandes envahirent la Belgique, pourtant neutre et prirent par surprise les armées françaises.

Début septembre, moins d'un mois après le début des hostilités, Paris était menacée ; le gouvernement et les Chambres partirent s'installer à Bordeaux. Joffre permit à l'armée française d'arrêter l'armée allemande lors de la bataille de la Marne, début septembre 1914.

De septembre à novembre 1914, les deux armées tentèrent de prendre le dessus mutuellement jusqu'à une « course à la mer », vers la mer du Nord. En décembre 1914, le front était stabilisé du sud des Vosges au Pas-de-Calais et à la Flandre occidentale belge ; dix départements Français étaient occupés. Les deux armées furent contraintes de se fortifier sur place en s'enterrant : ce fut la fin de la « guerre de mouvement » et le début de la « guerre de position », la guerre de tranchées.

2. Un conflit d'un type nouveau : la première guerre totale du XX^e siècle (1915-1917)

À partir de 1915, les offensives se succédaient pour tenter de percer la ligne de front adverse ; des batailles souvent meurtrières : ce furent la bataille de Champagne en février 1915, la bataille d'Artois en mai et juin...

En février 1916, alors que les Français préparaient une nouvelle offensive sur la Somme, ce furent les Allemands qui prirent l'initiative d'une offensive pour briser le front à la hauteur de Verdun. Le général Philippe Pétain (1856-1951) fut affecté au commandement du secteur et organisa la résistance à l'offensive allemande, ainsi que les relèves, lesquelles transitaient par un ensemble de tranchées, de chemins et de routes plus ou moins abrités du feu de l'artil-

lerie allemande, ce que l'on baptisa plus tard la « voie sacrée ». La bataille de Verdun fut sans pareille par l'horreur qu'elle suscite, en grande partie du fait de sa durée et de la brutalité qui s'y est manifestée.

Parallèlement à la bataille de Verdun, pendant l'été 1916 eut lieu la bataille de la Somme, lancée comme prévu par l'armée française. Elle se solda par un échec très coûteux en vies humaines : il y eut cent mille morts parmi les troupes françaises, encore plus parmi les troupes britanniques.

3. Crises, réussites et dénouement sur les champs de bataille (1917-1918)

L'année 1917 fut une année noire pour la Triple Entente. En France, l'échec de l'offensive du « chemin des Dames » démoralise l'armée. En mai, des mutineries agitèrent des régiments. Elles furent d'ampleur limitées, pacifiques et inorganisées. Il n'y eut aucun cas d'abandon du front ni de fraternisation avec l'ennemi : les Allemands ne surent rien de la situation. Les soldats réclamaient non la fin de la guerre, mais que l'on change les stratégies et surtout qu'on améliore les conditions de vie dans les tranchées et davantage de relèves.

Mais les officiers et le gouvernement ne l'entendirent pas ainsi. La répression fut brutale. Pétain était conscient que les mutineries avaient des causes réelles, et surtout qu'on ne gagne pas une guerre avec des soldats mécontents. Il prit soin d'améliorer la vie quotidienne des hommes.

En mars 1918, les Allemands tentèrent une percée — et la réussirent. En juin, ils avaient avancé jusqu'à la Marne, où, épuisées, ils furent arrêtées in extremis : ce fut la seconde bataille de la Marne. Ce fut à cette période qu'une série de canons géants, restés sous le nom collectif de « la grosse Bertha », bombardèrent Paris.

À partir de juillet, les contre-offensives se succédèrent, grâce à l'appui cette fois décisif des États-Unis. Mais la situation se mit à évoluer très vite à l'automne, en Allemagne, une révolution éclata, le régime impérial se désagrégea en quelques jours, et le jour même de la proclamation de la République, le 9 novembre 1918, le gouvernement allemand se vit forcé de demander un armistice. L'armistice fut signé le 11 novembre à Rethondes, près de Compiègne.



Pour approfondir...

- Audouin-Rouzeau S., *Les combattants des tranchées*, A. Colin, 1986
- Becker J.J., *Les français dans la Grande Guerre*, R. Lafont, 1980
- Becker J.J. et Berstein S., *Victoires et frustrations (1914-1929)*, Coll. Nouvelle Histoire de la France contemporaine, Seuil, 1990
- Duroselle J.B., *Histoire de la Grande Guerre. La France et les Français (1914-1920)*, Richelieu, 1972
- Duroselle J.B., *La Grande Guerre des Français (1914-1918)*, Perrin, 1994
- Ferro M., *La Grande Guerre*, Gallimard, 1969
- Perreux G., *La vie quotidienne des civils en France pendant la Grande Guerre*, Hachette, 1966
- Schor R., *La France dans la Première Guerre mondiale*, Coll. 128, A. Colin, 1997



L'Union Sacrée

1. Enjeux de départ et intentions : trêve des partis et ouverture politique générale

Cette expression provient du message du président Poincaré au Parlement le 4 août 1914, après l'agression du territoire Français par l'Allemagne : « *La nation sera héroïquement défendue par tous ses fils, dont rien ne brisera devant l'ennemi l'union sacrée.* »

Le contexte de crise politique (on doute des capacités de la République à gérer la crise) qui régnait alors est surmonté dans une décision spontanée d'oublier les divergences, ou tout du moins de les mettre sous silence pour une cause mobilisatrice : la défense de la patrie. On assiste à une union des partis tout à fait inattendue pour défendre la nation.

Cette mobilisation qu'est l'union sacrée est aussi marquée par l'assassinat de Jaurès par le nationaliste Raoul Vilain le 31 Juillet 1914, qui représente l'échec du pacifisme socialiste qu'il incarnait.

Les éléments de justification d'un tel rassemblement se fondent dans l'argument de la « défense Française », mais à diverses échelles. Ainsi pour les nationalistes, on défend la France parce que « c'est la France » : le territoire est menacé dans son intégrité. Pour les gauches il s'agirait plus de défendre certaines valeurs telles la justice, la liberté, et la république.

Les partis, dans ce mouvement de rassemblement inattendu, sont motivés par ce qui sera le mythe de la guerre courte : on choisit l'union en pensant qu'il ne s'agira là que de quelques semaines de concession. Ainsi c'est sans gêne aucune que le nationaliste Barrès (président de la ligue des patriotes) et le syndicaliste révolutionnaire Jouhaux se retrouvent côte à côte lors des obsèques de Jaurès.

Tous les partis votèrent les crédits militaires et les mesures exceptionnelles demandées par le gouvernement : la suspension de la liberté de la presse, la possibilité pour le ministre des Finances d'engager des dépenses et de lancer des emprunts sans autorisation préalable du Parlement, et la suspension de la convertibilité du franc.

Chacun, derrière la cause commune de la défense de la patrie, entend voir dans la conclusion de la paix la justification de ses positions antérieures. Les gauches attendent le triomphe de la paix, de la justice, la fin du militarisme cocardier, l'avènement de la république sociale universelle. La droite veut, elle, la victoire de ses valeurs traditionnelles : armée, patrie, religion ; et entend se voir prouvée l'inanité de l'internationalisme gauche. Les catholiques espèrent qu'on comprendra avec la guerre l'ignominie des persécutions dont ils ont été les victimes, ils voient une possibilité pour l'église celle d'une reconquête des âmes.

2. Une vie politique qui reprend vite son cours

La Chambre élue en 1914 resta en place jusqu'en 1919 ; tous les autres scrutins furent également ajournés pour la durée de la guerre, une bonne partie de l'électorat étant mobilisée. La vie politique reprit son cours : le Parlement siégea à partir de janvier 1915. En revanche l'activité des partis politiques dans le pays était très ralentie, sauf à la SFIO.

Néanmoins, l'exécutif est prédominant, aux dépens du parlement : il a les pleins pouvoirs militaires, dirige les opérations. L'État transcende les controverses.

L'Union sacrée dura jusqu'en 1917, mais elle ne parvint pas à mettre fin à l'instabilité ministérielle caractéristique de la III^e République. Viviani, en butte à des critiques, démissionna en octobre 1915. De cette date à novembre 1917, quatre ministères se succédèrent, dont aucun ne parvint à s'imposer : les cabinets étaient de plus en plus éphémères : le pays n'était plus gouverné, malgré l'urgence. Le ministère de la Guerre souffrait tout particulièrement de cette instabilité.

Pour les socialistes, patriotes et pacifistes d'abord, le mouvement d'union sacrée n'est certes pas franchement unanime au sein du parti. Les socialistes syndicalistes (CGT) s'étaient déjà prononcés contre la guerre en 1912. Ils finirent pourtant par se rallier au mouvement. Les catholiques sont réintégrés à l'État. Malgré le dur passé des catholiques au sein de la République, les « curés sac au dos » se retrouvent d'obligation militaire, dans un renouveau patriotique. Ils sont, pour la plupart, aumôniers ou brancardiers. Dans l'enfer des tranchées, ils découvrent et sont découverts des poilus, dont ils vivent les mêmes pénibles conditions. Se vit alors dans les tranchées une véritable destruction des préjugés clercs et laïques, qui se traduit par un brassage de près de 8 millions et demi de Français. En 1915 entre au gouvernement Denys Cochin, premier catholique militant ministre depuis 1789.

3. La fin d'une Union Sacrée, à nuancer

On a parlé d'un enthousiasme de la population Française à se propulser dans la guerre contre l'envahisseur. Cette idée est à nuancer fortement. Si cela est vrai dans Paris et certaines grandes villes (Nice, Marseille, Bordeaux, Lille), et si la presse crie à l'enthousiasme, la campagne est, elle, franchement résignée. Les moissons sont imminentes, les chevaux ont été requis pour les besoins de la guerre, et l'on ne sait pas si on sera de retour pour labourer en octobre. La mobilisation se fait triste, le patriotisme résigné, stoïque.

En 1916, l'épuisement de la population, l'échec de la guerre courte, les dégâts humains et matériels amènent à hésiter entre une paix de compromis (Caillaux), appuyée par une remontée pacifiste et un gouvernement de guerre (Clemenceau). L'échec de l'offensive Nivelles en avril 1917 souligne la vraie nécessité de changement. En Septembre 1917, les socialistes quittent le gouvernement face au malaise de l'opinion publique et aux grèves qui le suivent.

Ce retrait des gauches mais aussi des catholiques, laissant le pouvoir à Clemenceau, appelé par Poincaré, au patriotisme partagé entre droite et radicaux, marque la fin du phénomène d'union sacrée dans ses principes. En effet celle-ci se définit principalement par la mobilisation des partis pour une cause commune de défense de la patrie. Les deux principaux acteurs de ce rassemblement politique, les gauches et catholiques (ayant fait tous deux de lourdes concessions pour s'unir sous l'égide du « nationalisme ») n'appartenant plus au gouvernement, l'union sacrée est annulée en ses bases.

À la fin de la guerre, la mouvance pacifiste et révolutionnaire était de plus en plus remuante, notamment du fait des événements russes. L'Union sacrée se finit officiellement avec l'armistice du 11 Novembre 1918.



L'appel de Viviani aux femmes françaises (6 août 1914)

République Française

Aux Femmes françaises

La guerre a été déchaînée par l'Allemagne malgré les efforts de la France, de la Russie et de l'Angleterre pour maintenir la paix. À l'appel de la Patrie, vos frères, vos fils et vos maris se sont levés et demain ils auront relevé le défi. Le départ pour l'armée de tous ceux qui peuvent porter des armes laisse les travaux des champs interrompus. La moisson est inachevée, le temps des vendanges est proche. Au nom du gouvernement de la République, au nom de la Nation tout entière groupée derrière lui je fais appel à vos vaillances, à celles des enfants que leur âge seul et non leur courage dérobe au combat. Je vous demande de maintenir l'activité des campagnes, de terminer les récoltes de l'année et de préparer celle de l'année prochaine. Vous ne pouvez pas rendre à la Patrie un plus grand service. Ce n'est pas pour vous, c'est pour Elle que je m'adresse à votre cœur. Il faut sauvegarder votre subsistance, l'approvisionnement des populations urbaines et surtout l'approvisionnement de ceux qui défendent à la frontière, avec l'indépendance du pays, la Civilisation et le Droit. Debout donc femmes françaises, jeunes filles et fils de la Patrie ! Remplacez sur le champ du travail ceux qui sont sur le champ de bataille. Préparez-vous à leur montrer demain la terre cultivée, les récoltes rentrées, les champs ensemencés ! Il n'y a pas dans ces heures graves de labeur infime, tout est grand qui sert le pays. Debout, à l'action, au labeur ! Il y aura demain de la gloire pour tout le monde. Vive la République ! Vive la France !

Pour le Gouvernement de la République : le Président du Conseil des Ministres, René VIVIANI

1. Présentation du document

Ce document imprimé est un placard affiché dans les lieux publics (moyen encore largement utilisé en raison de l'inexistence d'autres moyens de communication). Il s'agit d'un discours officiel prononcé dès la mobilisation par le président du Conseil René Viviani.

Ce discours témoigne de l'idée dominante en août 1914 d'une guerre courte. Les autorités civiles et militaires françaises n'ont ainsi prévu aucun plan de ravitaillement ou de production de guerre. De manière très significative, Viviani s'adresse uniquement aux populations rurales et qui ne sont pas concernées directement par le conflit : les femmes. Dans un pays encore très rural, la mobilisation intervient en pleine période des grands travaux agricoles. Néanmoins, il révèle d'autres aspects marquants de ce conflit commençant.

En quoi les enjeux à court terme de ce discours prononcé par Viviani au début du conflit portent-ils quelques-unes des caractéristiques d'un conflit long et mondial à venir ? Trois idées structurent ce discours : gérer le pays dans l'immédiat (I), lancer un appel à la mobilisation des femmes (II) et à un sursaut de patriotisme (III).

2. Analyse du document

I. Un objectif : gérer l'absence des hommes dans les campagnes

Dans une France encore à dominante rurale et agricole, les femmes ont dû assumer à partir de l'été 1914 les durs travaux des champs. La guerre a commencé au moment des vendanges et des moissons, les femmes durent s'unir pour poursuivre.

Le travail des moissons effectué par les femmes était très difficile. Elles durent apprendre à effectuer des travaux les plus durs et gérer leurs exploitations de la manière la plus rentable. Ainsi dans de nombreuses lettres des soldats à leurs femmes, ces derniers demandaient des nouvelles de la famille bien sûr, mais également des moissons, vendanges ou autres travaux importants dans la vie des paysans.

II. Un appel à la mobilisation totale

Ce discours illustre bien un aspect nouveau et fondamental de la guerre qui commence : le Président du Conseil lance un appel à la mobilisation des femmes, donc des civils, pour participer activement à l'effort de guerre (« *au nom de la Nation tout entière groupée derrière lui je fais appel à vos vaillances, à celles des enfants que leur âge seul* »). Cela annonce l'aspect total du conflit.

Il ne faut pas dire que les femmes ont commencé à travailler à l'occasion de la Première Guerre mondiale. Avant la guerre, elles étaient déjà 7 millions sur une population active totale de 21 millions de personnes.

Cet appel est une anticipation d'une participation massive des femmes sous de multiples formes au premier conflit mondial, et ce dès 1914 (« *Debout donc femmes françaises, jeunes filles et fils de la Patrie ! Remplacez sur le champ du travail ceux qui sont sur le champ de bataille.* ») : les infirmières qui soignent les soldats blessés dans les hôpitaux de guerre, les « marraines de guerre » qui écrivent et envoient des colis aux soldats du front, et aussi les femmes des villes qui remplacent la main-d'œuvre dans de nombreux secteurs d'activités industrielles, en particulier dans les usines d'armement (les munitionnettes).

Aux champs, dans les usines, dans les hôpitaux, les femmes ont répondu massivement dès 1914 à l'effort de guerre : c'est le travail, même bénévole, le quotidien du foyer à gérer seule, le soutien moral au soldat... et aussi une mobilisation à l'arrière.